

Hudson : la stratégie de guerre alors que l'économie américaine n'est plus compétitive

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, analyse la stratégie américaine des guerres de l'énergie, les États-Unis n'étant plus en mesure de rivaliser avec la Chine. Pourtant, en Iran, les États-Unis se retrouvent dans une impasse. Veuillez soutenir le travail important de Michael Hudson sur : patreon.com/michaelhudson Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau dans l'émission. Aujourd'hui, nous recevons le professeur Michael Hudson pour parler de l'impact de la guerre en Iran sur l'économie mondiale. J'ai entendu certaines personnes dire que, même si les prix de l'énergie sont élevés, les États-Unis pourraient en tirer profit, parce que les autres pays devraient payer plus cher pour l'énergie américaine. Et comme ces paiements se feraient en dollars, cela renforcerait le pétrodollar. Mais d'un autre côté, j'ai du mal à croire que ce soit vraiment durable. Avec la guerre et les pénuries d'énergie, on risquerait plutôt de plonger dans une dépression mondiale. Alors, j'aimerais simplement connaître votre point de vue général là-dessus... comment, selon vous, la guerre en Iran influence l'économie. Oui.

#Michael Hudson

Je suis content que vous posiez la question dans un sens large, parce que, quoi qu'il arrive, même s'il n'y avait pas du tout de guerre, les prix de l'énergie resteraient très, très élevés, au moins jusqu'à la fin de cette année. Et ça, c'est dans le meilleur des cas, s'il n'y a pas de guerre, parce qu'il y a déjà un long retard accumulé. Le vrai problème, bien sûr, c'est qu'une guerre va éclater très bientôt, probablement d'ici lundi, peut-être même dès dimanche. Il n'y a eu aucune véritable négociation. En réalité, il est impossible que ces discussions aient le moindre effet, ni sur la situation militaire, ni sur la situation de paix. L'une des conditions absolument indispensables, c'est que l'Iran exige que les États-Unis commencent à libérer une partie des fonds bancaires et de l'argent qu'ils ont confisqué.

Tout récemment, le stablecoin — des dizaines de milliards de dollars sur lesquels les États-Unis sont intervenus et qu'ils ont saisis — rend en fait ce type d'actif très risqué pour tout pays dont le gouvernement mènerait des politiques que Washington jugerait trop autonomes, trop indépendantes pour être tolérées. Les États-Unis ne peuvent absolument pas accepter de rendre le moindre dollar à

l'Iran, parce que le Congrès l'a déjà interdit. Lindsey Graham, de Caroline du Sud, et le sénateur texan Ted Cruz ont déclaré : pas un centime pour l'Iran. Ils affirment que l'Iran est un pays terroriste, simplement parce qu'il répond au terrorisme israélien en se défendant. Les défenseurs sont qualifiés de terroristes, tout comme, depuis deux mille vingt-deux, quand l'Ukraine a attaqué la Russie, les Russes ont été traités de terroristes pour s'être défendus. De la même manière, les Palestiniens sont appelés terroristes quand ils se défendent face au génocide israélien.

De la même façon qu'on qualifie le Hamas de groupe terroriste, et le Hezbollah de terroristes, parce qu'ils ont empêché Israël de raser tout le sud du Liban — une région majoritairement chiite, pas sunnite, et encore moins dirigée par la Phalange chrétienne. Le sentiment dominant au Congrès, très à droite, néoconservateur, anti-russe, anti-chinois et anti-iranien, fait qu'aucun accord que les négociateurs de Trump pourraient conclure avec l'Iran ne pourrait de toute façon être appliqué. Et l'Iran a été trompé tellement de fois par les États-Unis — ou a vu les États-Unis revenir sur leur parole, comme quand Trump a annulé l'accord nucléaire signé sous Obama — qu'il ne fera plus aucune concession tant qu'il n'aura pas obtenu quelque chose en retour, et à l'avance.

C'est un peu comme un auteur qui va voir un éditeur. L'avance que vous recevez, c'est en réalité tout l'argent que vous toucherez jamais, dans les faits. Eh bien, c'est exactement ce que dit l'Iran. Ils ne s'attendent pas à ce que les États-Unis respectent un quelconque accord. Mais si Trump parvient, d'une manière ou d'une autre, à leur verser une partie négociée et jugée satisfaisante des plus de cent milliards de dollars qu'il a saisis illégalement à l'Iran, alors ils feront quelques concessions. Mais ces concessions n'ont absolument rien à voir avec ce que Trump a annoncé. Les déclarations de Trump et de Hegseth n'ont qu'un seul but : obtenir ce qu'ils ont obtenu ce matin à la Bourse de New York. Les actions montent. Les obligations aussi.

Les prix augmentent. Certains pensent qu'il va y avoir une négociation pacifique ici. Mais il y a une fortune à faire quand les marchés vont rouvrir, lundi, mardi ou mercredi, peu importe quand la réponse tombera, avec les États-Unis disant à Netanyahu : « D'accord, tu peux attaquer maintenant. » Ces derniers jours, le secrétaire à la guerre, Hegseth, a parlé avec les dirigeants d'Oman et du Qatar. Il leur a dit, en gros : « Eh bien, si vous, Oman, refusez de ne pas vous joindre à l'Iran pour imposer les tarifs — ce qui est, pour l'Iran, une façon de commencer à obtenir des réparations pour les attaques illégales qu'il subit — alors, on laissera Netanyahu vous tuer. »

Apparemment, le négociateur omanais a tout simplement raccroché le téléphone et s'est plaint auprès de Trump en disant que, quand on négocie et qu'on dit "soit vous êtes d'accord avec nous, soit on vous tue", eh bien, ça met fin à toute négociation. Et c'est, en substance, exactement ce que les États-Unis ont dit à l'Iran. Si vous ne négociez pas, comme le président Trump l'a répété encore et encore ces derniers jours, nous allons vous détruire comme aucun pays n'a jamais été détruit auparavant. Alors, l'Iran est prêt pour ça. Il va détruire toutes les bases militaires américaines au Moyen-Orient, y compris la plus grande base militaire située en Israël. Et on peut s'attendre à ce que ce soit le point culminant de la guerre qui se prépare depuis que Trump est arrivé au pouvoir, il y a un an et demi.

Et bien sûr, tout cela va provoquer une pénurie massive de pétrole, d'engrais, de soufre, de produits chimiques, d'hélium... au point que le monde risque de plonger dans une dépression encore plus grave que celle des années trente. D'après ExxonMobil, les anciens monopoles de la Standard Oil, le premier effet sera une flambée du prix du pétrole, qui pourrait dépasser les cent cinquante à cent soixante dollars le baril. Cette hausse va forcer la fermeture d'une grande partie de l'industrie chimique, en Asie, dans le Sud global, et aussi en Europe. Et elle va bloquer les exportations d'engrais. Résultat : les rendements agricoles vont baisser, d'autant plus que l'été qui s'annonce risque d'être marqué par des conditions météorologiques extrêmes. On peut donc s'attendre à une envolée des prix alimentaires et à la fermeture de nombreuses industries.

Eh bien, l'un des effets de la fermeture des industries manufacturières et chimiques, c'est que la demande de pétrole va baisser. On appelle ça une réduction de la demande. Le prix du pétrole pourrait redescendre à environ cent vingt, cent trente dollars le baril. Mais il va y avoir des défauts de paiement massifs et des faillites en chaîne. Et ça, ça va transformer ce qui est aujourd'hui une dépression technologique et industrielle directe en une véritable crise financière. Parce que les économies du monde entier — des États-Unis à la Grande-Bretagne, en passant par l'Europe continentale — sont tellement endettées qu'il suffit d'une petite baisse des revenus pour que les entreprises rachetées par des fonds privés, ou d'autres sociétés industrielles très endettées, ne puissent plus rembourser leurs prêts bancaires. On a d'ailleurs vu une hausse des marchés liés aux obligations de dette titrisée.

#Michael Hudson

Ce sont ces paris, ces paris de casino, qui ont en grande partie provoqué la crise bancaire et la faillite des compagnies d'assurance et d'autres acteurs, à la fin de deux mille huit. On est en train de revivre tout ça. Mais cette fois, il n'y a aucun moyen de sortir de la dépression financière, qui touche aussi bien l'Europe que les États-Unis, simplement en laissant les banques centrales créer encore plus de crédit. Parce qu'il y a déjà tellement de crédit accordé à ces banques que les économies sont saturées d'emprunts. Les banques ne veulent plus continuer à prêter à leurs clients industriels, à leurs clients du capital privé, à leurs clients financiers, immobiliers ou agricoles, juste pour qu'ils puissent payer les intérêts. Ce serait transformer les économies américaine et européenne en une sorte de système de Ponzi.

Vous continuez à prêter de l'argent, en espérant que cet argent que vous prêtez aux créanciers va permettre de maintenir à flot le marché immobilier, ainsi que les marchés des actions et des obligations. L'idée, c'est que les banques n'aient pas à afficher de capitaux propres négatifs dans leurs bilans, comme elles l'avaient fait au début de deux mille neuf. On peut donc voir ça comme une redite. Ce qui est étonnant, c'est que les marchés ne s'en soient pas rendu compte. On pouvait le voir dès le départ, parce que quand Trump a dit que rien ne se passerait tant que l'Iran n'accepterait pas de remettre toutes ses armes atomiques, c'était exactement le même prétexte qui avait conduit George W. Bush à faire la guerre en Irak. Il n'y avait pas d'armes de destruction

massive. Et les agences de sécurité nationale américaines ont déclaré que l'Iran n'avait entrepris aucune démarche pour fabriquer une bombe atomique depuis vingt ans.

Alors, quand Trump dit que tout ça, c'est pour protéger l'Europe et le monde contre la bombe atomique de l'Iran, ça veut dire qu'on introduit volontairement un faux problème impossible à résoudre. Autant demander à l'Iran de livrer les soucoupes volantes qu'il aurait soi-disant en sa possession. C'est complètement absurde. C'est un obstacle à tout accord dès le départ. Et c'est bien l'intention : empêcher tout accord. On ne peut même pas dire que c'est un accord qui échoue, parce qu'il n'y a pas d'accord. C'est un empêchement d'accord. Depuis le début, les États-Unis semblaient penser que le temps jouait pour eux, et que les sanctions imposées à d'autres pays pour les empêcher de commercer avec l'Iran finiraient par affamer l'Iran jusqu'à ce qu'il cède.

Eh bien, cette politique ne fonctionne pas depuis mille neuf cent soixante-dix-neuf, quand elle a été mise en place pour la première fois par l'administration Carter, et elle ne va pas marcher maintenant non plus. Tout l'objectif de ce faux prétexte, c'est simplement d'empêcher toute négociation sérieuse. Mais l'Amérique, pour une raison ou une autre, voulait donner l'illusion qu'elle essayait de négocier la paix. Et maintenant, elle cherche à pousser l'Iran à réagir d'une manière défensive face à une manœuvre américaine qui sera ensuite présentée comme, eh bien, une simple réaction des États-Unis à une attaque terroriste iranienne — que ce soit par nos propres bombardiers, par ceux d'Israël, ou par tout autre plan que Washington a prévu pour ce dimanche, ce lundi, ou quelque part la semaine prochaine.

Ce qui est vraiment surprenant, d'un point de vue militaire, c'est que, d'une certaine manière, on retrouve le même type de blocage qu'avec les accords de Minsk entre l'OTAN et l'Europe. À l'époque, ces accords demandaient une cessation des hostilités, tout comme Trump demande aujourd'hui une trêve d'environ un mois. Or, dans le cas des accords de Minsk, l'idée était de permettre à l'OTAN de réarmer l'Ukraine pour combattre la Russie. Le blocage venait donc du côté des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN. Mais cette fois, le temps ne joue pas en faveur de Washington, parce que les États-Unis ont toute leur flotte sur place. Ils ravitaillent des avions, apparemment aux Émirats, prêts à décoller pour soutenir les frappes aériennes prévues dans la région. Et il est évident que les Iraniens ont aussi leurs propres plans. Ils sont prêts à riposter.

Ils ont profité de ce temps pour renforcer leurs liens diplomatiques avec la Russie et avec la Chine, et pour préparer leur armée, pendant que la marine et l'armée de l'air américaines cuisent sous le soleil du Moyen-Orient. Le temps joue donc en faveur de l'Iran, comme c'est le cas depuis plusieurs décennies. Les États-Unis ne peuvent plus rien obtenir par les sanctions, parce que l'Iran s'est habitué à vivre avec. En clair, il n'y aura pratiquement pas d'accord. La dernière exigence de Washington, c'est d'affirmer que la tentative de l'Iran d'imposer des frais de passage aux navires traversant le détroit d'Ormuz viole le droit international.

Mais si on prend un peu de recul sur tout ce dont on parle, Glenn, le fond du problème, c'est qu'il n'existe pas de droit international. Tu l'as déjà vu l'an dernier : il n'y a pas de véritable droit

international de la mer, en particulier. L'année dernière, on a vu des avions américains bombardier des pêcheurs vénézuéliens et colombiens sur la côte ouest de l'Amérique latine, en disant, eh bien, pour autant qu'on sache, ils transportaient peut-être de la drogue. Voilà encore un exemple de ce qu'ils appellent le droit international. Il n'y avait absolument aucune preuve qu'ils transportaient quoi que ce soit, parce que les bateaux ont été attaqués sans avertissement, sans qu'on leur dise d'arrêter, sans qu'on tente de monter à bord pour vérifier s'il y avait de la drogue. Et en réalité, il s'est avéré que c'étaient bel et bien des pêcheurs.

Eh bien, cette semaine, l'Amérique a commencé à attaquer des pêcheurs israéliens, arabes et d'autres nationalités dans le détroit d'Ormuz. Pendant des siècles, c'était un centre de pêche. C'était aussi un centre de pêche aux perles. Un lieu maritime prospère. Apparemment, il existe des photos qui montrent que, oui, c'étaient bien des pêcheurs, avec du poisson sur leurs bateaux. Les États-Unis ont déclaré : « Eh bien, pour autant qu'on sache, ils posaient peut-être des mines. Peut-être que ces poissons étaient en réalité des mines déguisées en poissons. » Mais au fond, l'idée, c'est que tout ce qu'un civil fait peut être considéré comme militaire. Un peu comme quand Netanyahu a dit que tout civil palestinien pouvait être un ennemi, à cause de ce que nous leur avons fait.

Nous les avons rendus tellement en colère contre nous que, bien sûr, nous avons fait de chaque Palestinien un ennemi. Donc, on se permet de dire qu'on peut tuer tous les Palestiniens en légitime défense, parce qu'ils se défendent contre ce que nous leur avons fait. C'est une fiction, et c'est elle qui encadre tout le discours du côté américain. Elle a d'ailleurs été reprise dans une grande partie de la presse européenne. Et la base ultime de tout cela, en droit international, c'est la Charte des Nations unies. Mais les Nations unies sont devenues l'une des victimes de la guerre avec l'Iran, et de la guerre de l'OTAN contre la Russie en même temps. L'ONU n'a pas été capable de faire appliquer les lois inscrites dans sa propre charte. Elle n'y est tout simplement pas parvenue.

#Michael Hudson

Elle n'a pas d'armée propre et, en réalité, elle a été prise en main — ou plutôt bloquée — par les États-Unis, grâce à leur droit de veto au Conseil de sécurité et à leurs satellites européens. Alors, que peut faire le reste du monde ? Je suis surpris que, tout comme les marchés boursiers dans le monde entier ne se rendent pas compte qu'il y a une rupture totale, les responsables politiques des autres pays n'aient pas vu que, si on veut vraiment aller vers la paix, il faut créer une nouvelle Organisation des Nations unies. Pas une nouvelle charte, mais une nouvelle organisation, indépendante des États-Unis. Et le seul type d'organisation qui pourrait servir de modèle à cela serait une organisation dont les principaux membres seraient la Chine, la Russie et l'Iran.

Mais je veux souligner que la Charte des Nations unies avait prévu que si le nazisme devait réapparaître, par exemple au Japon ou en Allemagne, alors les autres pays étaient autorisés à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'arrêter. Et j'imagine que tout traité que l'Iran signerait devrait préciser les conséquences d'une attaque d'Israël contre l'un de ses voisins, ou contre l'Iran à nouveau. Il faut mettre fin au génocide ethnique et raciste. C'est le même type de nazisme qu'on

voit aujourd'hui soutenu par l'Allemagne et la Grande-Bretagne dans la guerre contre la Russie — cette idée raciste selon laquelle les locuteurs slaves seraient des sous-hommes, des cafards. C'est exactement le même discours que tient Netanyahu quand il dit que les Palestiniens et les Arabes sont des cafards.

C'est exactement la même revendication que celle des coupeurs de têtes sunnites en Syrie, sous Jolani, dans le système wahhabite : il faut tuer tous les non-sunnites. On assiste à une résurgence, soutenue par les États-Unis, de tout ce qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, était considéré comme l'essence même du nazisme — l'essence d'une attaque contre les principes de la civilisation elle-même. Comme si tous les êtres humains, toutes les races, quelle que soit leur langue, n'étaient pas des êtres humains. Comme si le droit international ne s'appliquait qu'aux êtres humains, mais pas à ceux qui sont la cible des attaques américaines. Et les États-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne et la Grande-Bretagne ont déclaré que tout pays attaqué est, en gros, privé de toute protection au regard du droit international.

Et ils ont ce même fanatisme qu'avaient les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Et ces Allemands, les nazis, étaient très... enfin, si vous voulez voir ce qui se passerait dans un scénario comme celui-là, regardez ce qui est arrivé à tous ces nazis que les États-Unis ont embauchés en mille neuf cent quarante-cinq. On leur a offert une protection, on les a envoyés en Amérique latine, et, en gros, ils ont orienté beaucoup d'oligarchies et d'armées clientes des États-Unis vers des dictatures qui ont freiné le développement de l'Amérique latine depuis près de quatre-vingts ans. En fait, c'est un peu comme si le monde était en train de revivre la Seconde Guerre mondiale.

Encore une fois, l'Europe lance une attaque contre la Russie — cette fois, non seulement l'Allemagne, mais en entraînant toute l'Union européenne, le Royaume-Uni, et avec le soutien des États-Unis au Japon pour qu'il se dote de nouvelles armes nucléaires afin de réattaquer la Chine, comme dans les années trente. Si on regarde les alliances, c'est une répétition de la Seconde Guerre mondiale, comme si les États-Unis et l'Europe disaient : « Nous avons décidé que le mauvais camp avait gagné la guerre. On va la recommencer. » Et pour obtenir cette victoire sur les autres pays, ce qu'on voit en Iran fait partie de la politique américaine, une politique qui, comme toi et moi en avons déjà parlé dans d'autres émissions, repose depuis un siècle sur le contrôle du commerce mondial du pétrole.

Parce que si vous contrôlez le pétrole du monde, vous avez le pouvoir de couper l'électricité, l'éclairage, le gaz, le chauffage domestique, les produits chimiques des autres pays qui ne commercent pas avec vous. Eh bien, le combat des États-Unis en Iran remonte au tout début, il y a environ cinquante ans. À l'époque, je participais à des discussions sur tout cela, quand je travaillais avec le Hudson Institute, le Pentagone et d'autres agences américaines. Ils avaient déjà des plans pour exactement ce qui se passe aujourd'hui en Iran. Des plans pour diviser le pays en cinq petits États, en commençant par le Baloutchistan, comme on le voit aujourd'hui. Les États-Unis ont essayé

de le faire par les Kurdes. Ça n'a pas marché. Alors, il y a eu des tentatives pour créer une crise au Baloutchistan. Ça non plus n'a pas fonctionné. Donc, je voulais souligner que la réponse à votre question n'est pas seulement à petite échelle, pas seulement ce qui se passe ce week-end.

C'est ça, la grande stratégie. Et quand on comprend que cette stratégie a été adoptée par les gouvernements d'Europe, par celui des États-Unis et par leurs alliés dans d'autres pays, on se rend compte qu'au fond, ce que disent les électeurs n'a plus vraiment d'importance. Les électeurs en Europe, d'après les sondages, sont contre la guerre avec la Russie. Ils sont contre le génocide des Palestiniens. Ils sont contre les attaques israéliennes. Et pourtant, en Allemagne et en Grande-Bretagne, il existe des lois qui font que si vous critiquez l'Ukraine, et surtout si vous critiquez Israël ou que vous défendez les Palestiniens face à cette attaque génocidaire, vous pouvez aller en prison. C'est un délit. Ils ont criminalisé le soutien au droit international tel qu'il est défini par le rapporteur des Nations unies.

#Michael Hudson

Dans ses accusations contre Israël, elle s'est retrouvée isolée personnellement. Les juges de la Cour internationale de justice, qui ont porté des accusations graves contre Israël, ont eux aussi été mis à l'écart. Ce qu'on voit aujourd'hui, ce n'est pas seulement une interruption du commerce du pétrole. C'est une rupture de tout l'équilibre diplomatique international mis en place il y a environ quatre-vingts ans. Le monde entier est arrivé à un point de rupture, avec d'un côté les États-Unis et l'Europe, et de l'autre l'Iran, poussé à s'allier avec la Chine et la Russie, et qui prend désormais la tête avec d'autres pays.

La vraie question, c'est : que vont faire les autres pays, les satellites américains qui ont rejoint ces sanctions contre l'Iran, la Russie et la Chine ? Que vont faire les satellites européens ? Et que vont faire les pays d'Asie et du Sud global ? C'est bien là tout l'enjeu. Il va falloir inventer une nouvelle forme d'organisation. Et cette tâche paraît tellement immense qu'il y a une sorte de dissonance cognitive à l'idée même de s'y attaquer. C'est un peu comme si le problème était trop vaste pour être traité, tout comme l'impact des prix élevés de l'énergie, pour revenir à votre question de départ, est trop profondément perturbateur sur le plan structurel pour qu'on puisse vraiment y faire face.

Presque tous les débats économiques qu'on voit dans la presse européenne et américaine disent que tout ça sera marginal et temporaire. Comme si, au bout de quelques mois, on pouvait revenir à la normale. Et Trump a même déclaré que, d'ici quelques mois, les prix du pétrole allaient baisser. Mais ce qui se passe, c'est irréversible. Non seulement c'est irréversible, mais cela enclenche une transformation d'au moins six mois, probablement de plusieurs années, qui sera elle aussi irréversible, parce qu'elle va bouleverser tout le contexte économique, commercial, financier et militaire de l'économie internationale.

#Glenn

Tout à l'heure, vous avez dit que le temps jouait en faveur de l'Iran, alors que les États-Unis pensaient que le temps jouerait pour eux. En gros, ils comptaient passer d'une guerre à haute intensité, devenue trop coûteuse en ressources, à un conflit de plus faible intensité, pour le faire durer. Mais les États du Golfe, eux, semblent aller de mal en pis, jour après jour. Et on vient d'apprendre la mise en place de ces fameuses lignes de swap. Je me demandais, comment vous voyez ça ? Et surtout, comment expliquer ce qu'est une ligne de swap, et pourquoi c'est si important ?

#Michael Hudson

Eh bien, vous êtes en Europe, et si je comprends bien, l'économie européenne est sous pression, tout comme l'économie américaine. Déjà, la hausse des prix du pétrole pousse de nombreuses familles, de nombreux salariés, employeurs et secteurs entiers à s'endetter. Et les gouvernements essaient de faire face à ça en accordant des aides, des subventions, pour les propriétaires, les locataires, et plus largement pour la population, afin de pouvoir supporter cette situation. On a aussi assisté à une vente massive des réserves pétrolières américaines, et de celles d'autres pays, en se disant : « Bon, on peut peut-être puiser dans ces réserves pour les jours difficiles. » Mais justement, c'est maintenant le jour difficile. Ce qu'ils ne réalisent pas, c'est que ce n'est pas juste un jour de pluie : c'est une année de pluie, voire deux. Ce n'est pas une situation après laquelle on pourra simplement reconstituer les réserves de pétrole. L'Europe et les États-Unis réagissent dans une forme de désespoir face à tout cela.

Alors, combien de temps les réserves peuvent-elles tenir ? Les estimations parlent de trente à quarante-cinq jours. Après ça, elles seront épuisées. Et à ce moment-là, il n'y aura plus moyen de continuer à subventionner les budgets des gens qui conduisent, qui utilisent de l'électricité, des camions qui roulent au diesel, ou des compagnies aériennes qui consomment du kérosène. Tout ça va s'arrêter. Donc, le temps joue en faveur de l'Iran, de la Russie et de la Chine. Les économies occidentales, elles, sont en train de s'autodétruire, surtout en Europe, avec l'Allemagne. Là-bas, les dirigeants allemands, et plus largement les dirigeants européens, disent qu'il faut absolument participer à cette nouvelle guerre. C'est, selon eux, la dernière guerre qu'il faut gagner — comme la Seconde Guerre mondiale pour le camp germano-européen. C'est, disent-ils, la dernière fois qu'il faut affronter la Russie, parce que nous devenons de plus en plus faibles, et qu'il n'y aura jamais de moment moins défavorable qu'aujourd'hui.

Et donc, nous devons utiliser nos budgets nationaux pour subventionner une industrie de guerre, pas nos industries commerciales habituelles, pas nos consommateurs ni nos salariés. Cela va provoquer la même répulsion chez les électeurs que celle qu'on a vue en Grande-Bretagne, qui me semble aujourd'hui être l'économie la plus désespérée. Là-bas, le pays s'est tourné vers des politiques essentiellement libertariennes, des politiques anti-guerre, au moment même où l'Allemagne essaie d'interdire le parti Alternative für Deutschland. En gros, on dit que tout parti opposé à la guerre est opposé à la civilisation. Cette guerre, menée pour détruire les pays que l'Amérique considère comme ses ennemis, serait une guerre de civilisation. Et donc, on peut interdire tout parti politique qui s'y oppose. C'est une dictature militaire, ou une oligarchie... en tout cas, ce n'est pas une démocratie.

Et pourtant, personne n'explique vraiment ce que ça veut dire. Comment cette prise de pouvoir a-t-elle eu lieu ? Comment l'Europe, et d'autres pays comme ceux d'Amérique latine, en sont-ils arrivés à avoir des présidents, une armée, et ce qu'on appelle un "État profond", qui contrôlent le gouvernement de manière indépendante, sans que les électeurs semblent avoir la moindre influence ? Sans même la possibilité de dire : est-ce qu'on ne pourrait pas organiser un référendum pour décider s'il faut faire la guerre ou non ? Eh bien, les lois de presque toutes les démocraties modernes disent non. Pas de référendum. On ne peut voter que pour des individus, à la tête d'un parti. Et ces individus partagent souvent la même vision politique sur la guerre, la paix, et une économie qui favorise le secteur financier plutôt que le secteur industriel. En fin de compte, la démocratie elle-même s'est refermée à cause de cette guerre.

#Glenn

Bon, ma dernière question portait justement sur l'énergie. J'aimerais y revenir, parce que, si on prend un peu de recul et qu'on ne regarde pas seulement l'Iran, on voit qu'il y a un fil conducteur dans beaucoup des guerres récentes des États-Unis. Par exemple, le Venezuela. Avant d'y intervenir, ils disaient assez clairement que ce n'était pas seulement une question d'objectif, que ce n'était pas seulement que le Venezuela devait s'ouvrir aux États-Unis, mais aussi qu'il devait se fermer à des pays comme la Chine. On a ensuite vu la même logique quand les États-Unis ont contribué à couper l'Europe de la Russie. Là encore, les Européens ont quand même une part de responsabilité.

Ils se sont infligé une bonne partie de tout ça eux-mêmes. Mais la destruction de Nord Stream, par exemple, semble bien être l'œuvre des États-Unis. Et on retrouve le même discours à propos de l'Iran. Autrement dit, de nombreux sénateurs américains et plusieurs think tanks expliquent que, oui, même s'il y a aujourd'hui une sorte de double blocus, les États-Unis continuent à recevoir leur énergie, mais que cela réduit à nouveau les approvisionnements vers la Chine. Il semble donc y avoir un fil conducteur, encore une fois, autour de cette idée de restaurer une forme de domination sur les marchés de l'énergie. Est-ce que vous voyez, vous, une stratégie cohérente derrière tout ça, qui pourrait vraiment fonctionner ? Où sont, selon vous, les failles dans cette stratégie ?

#Michael Hudson

Oui, j'ai déjà exposé cette stratégie dans plusieurs articles sur mon site, et les États-Unis l'ont eux aussi clairement formulée, je crois, deux semaines après l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche. Il a dit que notre politique étrangère repose sur le contrôle du pétrole. Et que si nous ne pouvons pas contrôler le pétrole d'autres pays, nous détruirons leurs installations pétrolières, pour que ces pays n'aient pas d'autre choix que de dépendre de notre utilisation du commerce international du pétrole comme arme. Ainsi, nous pouvons couper leur gaz, leur pétrole, leur agriculture et leur industrie chimique, s'ils ne se rangent pas à nos côtés contre la Russie, la Chine et leurs alliés, comme l'Iran.

Alors, les États-Unis se sont dit : très bien, pour empêcher d'autres pays de devenir des sources alternatives de pétrole, ce qui affaiblirait la capacité de l'Amérique à utiliser le commerce du pétrole comme une arme et à couper les robinets pour le reste du monde, il y a eu, comme vous venez de le rappeler, la destruction du gazoduc Nord Stream et les sanctions contre le commerce avec la Russie. Et maintenant, on retrouve le même problème avec le Venezuela. D'abord, ils ont imposé des sanctions au Venezuela, puis, finalement, ils l'ont attaqué et pris le contrôle du pays. Aujourd'hui, tous les revenus du Venezuela issus du commerce du pétrole sont versés sur un compte bancaire en Floride, sous la direction personnelle de Donald Trump et de ses collaborateurs. Et c'est exactement ce que les États-Unis veulent faire avec l'Iran.

Eh bien, sans la Russie, le Venezuela et l'Iran pour fournir des approvisionnements indépendants en pétrole, les États-Unis pourront transformer le commerce du pétrole en arme, tout comme ils ont transformé le commerce des céréales en arme dans l'agriculture, en imposant des sanctions sur les exportations vers la Chine après la révolution de Mao, dans les années cinquante. Le Canada avait alors contourné cette interdiction, cette tentative de coupure, en vendant du blé à la Chine. Aujourd'hui, les États-Unis ne peuvent plus imposer leur domination à l'étranger en étant une puissance industrielle, comme avant, ni même une puissance financière. Le seul moyen qu'il leur reste pour contrôler d'autres pays, c'est de semer le désordre, de créer le chaos, en disant : nous allons perturber votre commerce extérieur, et donc votre industrie, exactement comme l'a fait Trump avec sa politique de droits de douane.

Et là-dessus, on peut être d'accord. Calmons un peu le chaos qu'on provoque, en disant que vous allez accepter de rejoindre notre axe, notre combat contre la Russie, la Chine, et tout pays qui se développe en utilisant son excédent économique et financier pour favoriser sa propre prospérité, au lieu de transférer cet excédent aux États-Unis. En réalité, les États-Unis sont devenus le nouveau baron voleur de l'économie mondiale. Et c'est ça, la stratégie explicite de la politique étrangère américaine. Elle a été formalisée, tout est sorti au grand jour en décembre dernier, dans le rapport sur la stratégie de sécurité nationale des États-Unis. C'est la suite directe de l'annonce faite par Trump, un an et demi plus tôt, selon laquelle l'énergie allait devenir la clé de leur politique étrangère. Tout est écrit noir sur blanc.

Et d'une certaine façon, d'autres pays ont réussi à tenir sur le court terme. L'Europe en particulier, comme vous le savez, comme on en a déjà parlé, vient tout simplement de céder aux exigences des États-Unis. Et c'est insensé. Quand un pays cède aux demandes américaines, que ce soit pour le pétrole ou pour autre chose, les États-Unis en profitent pour en demander encore plus. Vous aviez d'ailleurs mentionné tout à l'heure que Trump avait déclaré que, finalement, les États-Unis pourraient sortir grands gagnants de cette interruption du commerce du pétrole. Le reste du monde, lui, plongerait dans la dépression. Mais nous, en Amérique, nous sommes autosuffisants en pétrole. Et maintenant, nous avons le pétrole du Venezuela, celui du Canada. Nous pouvons bloquer le commerce du pétrole russe dans l'Arctique en envahissant le Groenland, pour empêcher les autres pays d'accéder à l'Arctique depuis l'Atlantique Nord.

La semaine dernière, on a entendu l'Islande dire : « Eh bien, vous savez, nous sommes indépendants depuis des siècles. Peut-être qu'on devrait rejoindre l'Union européenne. L'Union européenne nous défendrait contre la tentative des États-Unis non seulement de prendre le contrôle du Groenland, mais aussi de l'Islande, afin de maîtriser l'accès à l'Atlantique Nord et à l'Arctique par la région islandaise. » On voit donc le monde entier s'aligner pour un conflit militaire qui tourne, au fond, autour du pétrole. Ce qui s'est passé, c'est que pour maintenir les prix bas, les États-Unis ont utilisé une solution de court terme : vendre une partie de leurs réserves stratégiques de pétrole. Mais cette stratégie n'a pas vraiment permis de faire baisser les prix sur le marché américain. Presque chaque baril vendu par la réserve pétrolière américaine, que ce soit sur le marché intérieur ou directement à des pays asiatiques alliés, à prix réduit, a été compensé par des exportations américaines de gaz naturel et de pétrole, notamment de gaz naturel liquéfié.

Les compagnies pétrolières américaines ont fait une véritable fortune en produisant du gaz naturel et du pétrole à bas prix, selon les coûts et les prix américains, puis en les vendant à l'étranger. C'est, en gros, ce que Trump voulait dire avec sa politique visant à garder ce levier pétrolier pour contrôler d'autres pays. Cela suppose non seulement d'empêcher ces pays d'utiliser d'autres sources de pétrole, mais aussi d'autres formes d'énergie, comme l'éolien ou le solaire. C'est pour ça que Trump a annulé presque tous les programmes d'investissement américains dans l'énergie éolienne, parce que c'est un concurrent du pétrole aux États-Unis. Et il représente l'industrie pétrolière. Il fait d'ailleurs remarquer que les pales d'éoliennes sont fabriquées principalement en Chine.

Et la Chine, elle, profite de l'énergie éolienne. Ça, certains ne peuvent pas le supporter. Même chose pour les panneaux solaires. La Chine est le principal fabricant de panneaux solaires. Du coup, les États-Unis ont, en quelque sorte, combattu les efforts de lutte contre le changement climatique menés par le groupe de Paris et par d'autres. Ils essaient de dissuader l'Europe de développer l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Ils veulent enfermer l'Europe dans une dépendance au gaz naturel liquéfié et au pétrole américains, pour qu'elle n'ait tout simplement aucune alternative. Et bien sûr, la Chine, elle, a fait d'énormes investissements dans l'énergie solaire, surtout dans ses provinces de l'ouest et du nord-ouest, y compris le Xinjiang. Et donc, les États-Unis essaient de semer, comme d'habitude, un peu de désordre en Chine, en cherchant à encourager un mouvement séparatiste chez les Ouïghours.

Et le Financial Times publie aujourd'hui un long article qui explique comment les États-Unis essaient de faire exactement ça, en prétendant qu'il s'agit d'un combat contre l'islam. Ils essaient de jouer sur la carte raciale et la carte religieuse. L'idée, c'est de diviser pour mieux régner. Si on parvient à fragmenter les populations en groupes ethniques, religieux ou politiques différents, alors les autres pays ne peuvent pas s'organiser, ni formuler une réponse cohérente pour proposer une alternative à la stratégie américaine de sécurité nationale. Une stratégie qui, en réalité, n'a rien à voir avec la sécurité. Son but, c'est d'empêcher tout autre pays d'avoir sa propre sécurité, son autosuffisance et son autonomie vis-à-vis des États-Unis.

Les autres pays doivent rester dépendants des États-Unis pour leur pétrole, pour leur technologie informatique, pour leur technologie internet, pour leurs armes, y compris l'Europe. La plupart des armes européennes viennent des États-Unis, et elles dépendent des réparations américaines, du contrôle américain, de la capacité des États-Unis à bloquer les avions grâce à tous les systèmes de commande qu'ils possèdent. L'Europe est totalement dépendante des États-Unis, sur le plan militaire, énergétique et même en matière d'autonomie. Et toute tentative de rendre l'Europe indépendante, ou simplement capable de commercer librement avec la Chine, l'Asie, la Russie, l'Iran ou d'autres pays qui ne sont pas dans l'orbite américaine, a été rejetée par tous les partis politiques au pouvoir.

#Glenn

C'est intéressant de voir qu'aujourd'hui, les États-Unis ne peuvent plus vraiment rivaliser comme ils le faisaient autrefois, c'est-à-dire sur le plan économique. On voit cette sorte d'« arme de la dépendance » se mettre en place. Bien sûr, la stratégie de guerre énergétique en cours est une chose, mais il y a aussi ces efforts pour transformer la technologie en arme, pour en restreindre l'accès, notamment contre la Chine. Et puis, il y a la militarisation des routes de transport, la piraterie qui devient presque courante, les restrictions d'accès aux banques, à l'usage du dollar... Oui, même si tout cela devait fonctionner, ça fragilise complètement le système économique international. Il est difficile d'imaginer que le monde n'entre pas dans une crise majeure à cause de cette situation. Vous avez un dernier mot sur la direction que tout cela pourrait prendre ? Est-ce que les États-Unis vont réussir à renforcer leur puissance relative face aux autres grandes puissances, ou bien est-ce que le chaos qu'ils provoquent va finir par les engloutir eux aussi ?

#Michael Hudson

Les États-Unis considèrent le chaos comme une occasion de renforcer la dépendance étrangère. Si ce chaos prend la forme d'une fermeture des industries européennes ou d'autres régions, alors ces pays vont se retrouver dépendants de Washington pour les sauver d'une manière ou d'une autre. Soit en ouvrant le marché américain avec des subventions, soit en imposant leurs propres oligarchies clientes et leurs partis politiques sous influence. On peut voir les chrétiens-démocrates de Merz comme un parti client des États-Unis. On peut voir la France de Macron comme un client de Washington. Et on peut voir, bien sûr, le Royaume-Uni de Starmer comme un client des États-Unis.

Les États-Unis n'hésitent pas à dire que c'est la fin de l'Europe, de l'Europe de l'Ouest, comme concurrent industriel possible des États-Unis. En gros, c'est comme si les États-Unis disaient : si notre industrie n'est plus compétitive et qu'on est à l'arrêt, on va faire en sorte que nos partenaires commerciaux ne le soient pas non plus, pour les empêcher de se tourner vers les économies qui continuent de croître grâce à leur propre autosuffisance : la Russie, la Chine et l'Iran, ce trio qui est en train d'émerger. Le résultat, c'est que les autres pays dans l'orbite américaine vont devoir choisir.

Allons-nous faire partie du déclin de l'accès américain, ou allons-nous essayer de nous tourner vers la partie du monde qui n'est pas financiarisée, pas sous contrôle des États-Unis, et qui n'est pas obligée de transformer son excédent économique en achats d'armes américaines — des avions et des missiles qui, comme on l'a vu dans les combats contre l'Iran, ne fonctionnent pas vraiment — tout en gardant ses économies sous forme de prêts au Trésor américain, via des investissements dans les bons du Trésor ? Et puis, il y a cette exigence des États-Unis que l'Allemagne, le Japon, la Corée et d'autres pays délocalisent leur industrie lourde, leur production, leur chimie et leurs ordinateurs vers le territoire américain. Alors, l'Europe va-t-elle, elle aussi, transférer son industrie aux États-Unis ? Ou bien, jusqu'à présent, a-t-elle plutôt eu tendance à la déplacer vers la Chine ?

Eh bien, l'important, c'est que tout cela est en train d'être délocalisé en dehors de l'Europe. En réalité, l'Europe est en train de se suicider économiquement à cause de tout ça. Pour les États-Unis, ce n'est pas du chaos. Cela signifie simplement que l'Europe devient dépendante, comme l'ont été les pays d'Amérique latine depuis la Seconde Guerre mondiale, avec le soutien américain aux dictatures militaires dans toute la région, dirigées par des oligarchies clientes. Pour l'Europe, cela appelle une révolution politique. Et le résultat, ce ne sera pas seulement une hausse des prix du pétrole ou la fermeture de certaines industries. Cette fermeture, cette dépression, va produire le même effet que toutes les grandes crises économiques : un rejet politique, une prise de conscience que le système actuel ne fonctionne plus.

Il faut qu'il y ait une alternative. Dans le passé, on pouvait dire que la Grande Dépression avait pris fin grâce à la Seconde Guerre mondiale. Mais la Seconde Guerre mondiale, c'était une guerre d'armées, de soldats. Les guerres de l'avenir, elles, ne seront plus des guerres d'armées. Ce seront des guerres aériennes. Des affrontements réglés par des missiles, des bombes et des drones, pas par des envahisseurs. Aucun pays n'a plus les forces armées capables d'envahir un autre pays. Les invasions, ça ne marche pas. On le voit bien avec les difficultés que la Russie rencontre en Ukraine. Les invasions, ça ne marche pas. Tout ce qu'on peut faire, c'est détruire d'autres pays. Ce sont des guerres purement destructrices, pas des invasions destinées à instaurer un nouveau gouvernement à l'occidentale, qui, en fin de compte, ressemble plutôt à l'ancien modèle nazi.

#Glenn

Eh bien, merci encore pour vos éclairages. J'ai mis un lien vers votre site dans la description, et je conseille à tout le monde de lire vos articles, comme je compte le faire plus souvent moi-même. Merci encore.

#Michael Hudson

Merci beaucoup de m'avoir invité, Glenn Diesen.